



HAL
open science

Démographie du Tibet. Quels scénarios géopolitiques ?

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Démographie du Tibet. Quels scénarios géopolitiques ?. Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales, 2013, 63, pp.40-44. <halshs-00862612>

HAL Id: halshs-00862612

<https://shs.hal.science/halshs-00862612v1>

Submitted on 22 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



analyse

Par **Gérard-François Dumont**, professeur à l'Université de Paris-Sorbonne, président de la revue *Population & Avenir* (www.population-demographie.org).

Démographie du Tibet Quels scénarios géopolitiques ?

La géodémographie de la population tibétaine est complexe et assez diversifiée. Comprendre sa situation et son évolution est essentiel pour réfléchir aux scénarios géopolitiques susceptibles de se déployer dans le futur.

Géographie de la population tibétaine

Géographiquement, trois populations tibétaines se distinguent : celle qui réside dans une région administrative chinoise créée en 1965 par Pékin, dont l'intitulé officiel est Région autonome du Tibet (RAT), région dont le périmètre est plus réduit que celui du territoire tibétain historique. La deuxième habite dans d'autres provinces administratives de la Chine et, pour la quasi-totalité, dans quatre d'entre elles. Les deux premières habitent dans un vaste territoire souvent appelé le « Grand Tibet ». La troisième population est celle des Tibétains expatriés, qui se trouvent en dehors de la Chine. Dans les trois cas, en dépit des recensements chinois, il est souhaitable de considérer que les données de peuplement disponibles, en chiffres relatifs ou absolus, sont, au mieux, des ordres de grandeur.

A priori, la première population tibétaine, celle de la RAT, est la mieux connue compte tenu des recensements chinois

livrant des statistiques aux échelles administratives du pays. Le sixième recensement chinois, celui de 2010, indique comme population de la RAT un chiffre très (trop) précis de 3 002 166 habitants. En le comparant à celui donné par les autorités chinoises pour 1959, qui indiquait 1,23 million, cela signifierait une multiplication par 2,44 de la population de la RAT en un demi-siècle, soit une progression identique à la moyenne de la Chine. Or, une telle progression paraît faible compte tenu de la fécondité plus élevée des Tibétaines, puisque les contraintes de la politique démographique coercitive chinoise – la politique dite « de l'enfant unique » – ont été moindres pour les minorités et que le Tibet a enregistré des flux d'immigration. Nous pouvons donc supposer que la répression et les famines liées au « grand bond en avant » (1958-1960) ont entraîné un nombre élevé de victimes, au moins deux cent mille personnes.

Photo ci-dessus :

Jeunes écoliers tibétains. Durant les années 2010, la croissance de la population de la Région autonome du Tibet a été supérieure à la moyenne nationale, avec 1,4 % par an. La population d'ethnie tibétaine dans la province, soit 2,8 millions de personnes, demeure très largement majoritaire, bien qu'en légère diminution en raison de l'arrivée d'immigrants hans. (© Zzvet)



Mais, pour les années 2010, la croissance de la population de la RAT, qui était de 2 616 329 habitants au recensement de 2000, a été supérieure à la moyenne nationale (+ 1,4 % par an contre 0,57 %). Au sein de cette population de la RAT, la population d'ethnie tibétaine, soit 2,8 millions de personnes, demeure très largement majoritaire, les statistiques officielles de tous les recensements donnant un pourcentage supérieur à 90 %, bien qu'en légère diminution au fil des décennies en raison de l'arrivée d'immigrants hans alors que l'émigration de la RAT serait très faible. Toutefois, il semblerait que Pékin ne compte pas parmi les Hans habitant au Tibet les militaires ou des fonctionnaires dont la présence est jugée « temporaire », auxquels

“ Au total, il y aurait dans le monde un nombre de Tibétains de l'ordre de 6 millions. L'un des changements majeurs de ces dernières années est la diversification géographique des expatriés, avec l'implantation de diasporas dans des pays où le système démocratique leur donne des marges de manœuvres géopolitiques : Amérique du Nord, Europe (Suisse et Royaume-Uni en tête) et Australie. ”

il faudrait ajouter les travailleurs migrants (*mingong*) dont les flux et la durée d'installation sont mal connus. En outre, le faible pourcentage des Hans, bien inférieur à 10 %, sachant que quelques ethnies très minoritaires habitent aussi au Tibet, ne doit pas masquer une inégale répartition de cette ethnie. Sa présence est quasi nulle dans le monde rural. En revanche, les Hans représenteraient plus du tiers de la population de Lhassa et davantage encore dans le pourcentage des emplois de la capitale. Cette immigration de Hans à Lhassa a d'ailleurs largement contribué à ce que la population de cette ville soit multipliée par plus de sept en un demi-siècle.

Les Tibétains qui vivent à l'Est de la RAT, dans quatre provinces chinoises découpées par Pékin, seraient légèrement plus nombreux que ceux habitant dans la RAT. En effet, le recensement chinois indique plus de 1,1 million de Tibétains au Qinghai, plus de 1,2 million au Sichuan, plus de 100 000 au Yunnan et plus de 400 000 dans la province du Gansu, soit au total environ 3 millions. Répartis le plus souvent dans des préfectures et districts autonomes au sein de ces provinces, les Tibétains représenteraient, dans ces subdivisions administratives autonomes, près des deux tiers de la population locale au Sichuan, près de la moitié au Gansu, un tiers au Yunnan et environ un quart de la population globale du Qinghai (juridiction de Xining

et préfecture de Haidong non « autonomes » incluses). Finalement, ces chiffres semblent valider ceux donnés par le dalaï-lama lors d'un discours au Congrès américain, soit 6 millions de Tibétains et 7 millions de Chinois non tibétains dans le Grand Tibet. Mais ce discours est du 21 septembre 1987 ! En outre, dans quelle mesure ces 7 millions de Chinois non tibétains sont-ils le résultat d'une immigration massive ou l'héritage d'une présence plus ancienne ? Il n'est pas possible de donner une réponse précise à cette question, même si ne peut être niée la réalité d'une immigration han encouragée par Pékin. Concernant la troisième population tibétaine, celle des Tibétains en exil, l'ordre de grandeur est de 200 000, les diasporas les plus nombreuses se trouvant en Inde et au Népal.

Au total, il y aurait donc dans le monde un nombre de Tibétains de l'ordre de 6 millions. L'un des changements majeurs de ces dernières années est la diversification géographique des expatriés, avec l'implantation de diasporas dans des pays où le système démocratique leur donne des marges de manœuvres géopolitiques : Amérique du Nord, Europe (Suisse et Royaume-Uni en tête) et Australie.

Ainsi, la géographie des Tibétains comprend, à l'étranger, une « diaspora », c'est-à-dire un ensemble d'individus vivant dans divers pays et ayant en commun la certitude, pour les primo-immigrants, ou le sentiment, pour les deuxième ou troisième générations, d'être originaires d'un autre territoire avec lequel ils entretiennent des relations régulières, symboliques ou mythologiques, et, en Chine, un « groupe humain », c'est-à-dire un ensemble de personnes attachées au territoire où elles résident depuis sans doute des millénaires.

Les scénarios présentés par des autorités

Groupe humain minoritaire en Chine, les Tibétains vivent au sein d'un État internationalement reconnu. Sachant que cet État considère les territoires où habite cette minorité nationale, et tout particulièrement la région où ils sont très largement majoritaires, comme d'importance stratégique, quels sont les scénarios géopolitiques possibles ?

Les deux premiers scénarios relèvent des déclarations des autorités représentant les protagonistes. Pékin affiche un scénario,



Photo ci-contre :

Jeune tibétaine d'un village de réfugiés au Népal. Les Tibétains en exil représentent une population estimée à 200 000 individus, dont les principales diasporas se situent en Inde et au Népal. (© Zzvet)

fondé sur le développement du Tibet, selon lequel le sentiment d'appartenance des Tibétains à l'identité de la Chine croîtrait avec l'amélioration de leur sort économique. Ce dernier passe et passerait notamment par l'exploitation des ressources du Tibet et par le développement du tourisme, ces deux activités étant favorisées et symbolisées par la réalisation du chemin de fer Qinghai-Tibet, en fonction depuis mi-2006. En réalité, ce scénario comprend un facteur implicite, une immigration de travail han dont l'un des buts inavoués semble une immigration de peuplement susceptible de contenir, voire de réduire le poids démographique relatif des Tibétains dans le « Grand Tibet ». Il convient aussi de préciser que ce scénario préféré par les autorités chinoises, appelé « intégration ethnique », n'est pas spécifique au Tibet puisqu'il est aussi souhaité et mis en œuvre pour d'autres régions sensibles comme le Xinjiang et la Mongolie intérieure.

la transformation du Tibet en une zone de paix démilitarisée ; l'abandon par la Chine de sa politique de transfert de populations chinoises au Tibet ; le respect des droits de l'Homme et des libertés au Tibet, le peuple tibétain devant être libre de déterminer lui-même son avenir dans un esprit d'ouverture et de réconciliation ; l'ouverture de négociations franches sur le statut futur du Tibet et les relations entre les peuples tibétain et chinois.

À ce jour, aucun résultat n'a été obtenu sur l'un ou l'autre de ces points, d'autant plus que Pékin a plutôt usé de manœuvres dilatoires. La concrétisation du scénario « la voie du milieu » suppose donc une évolution dans l'attitude de Pékin, mais aussi un espoir pour les Tibétains d'aboutir, alors que les dizaines de Tibétains qui se sont immolés ces dernières années considèrent que la situation est désespérée.

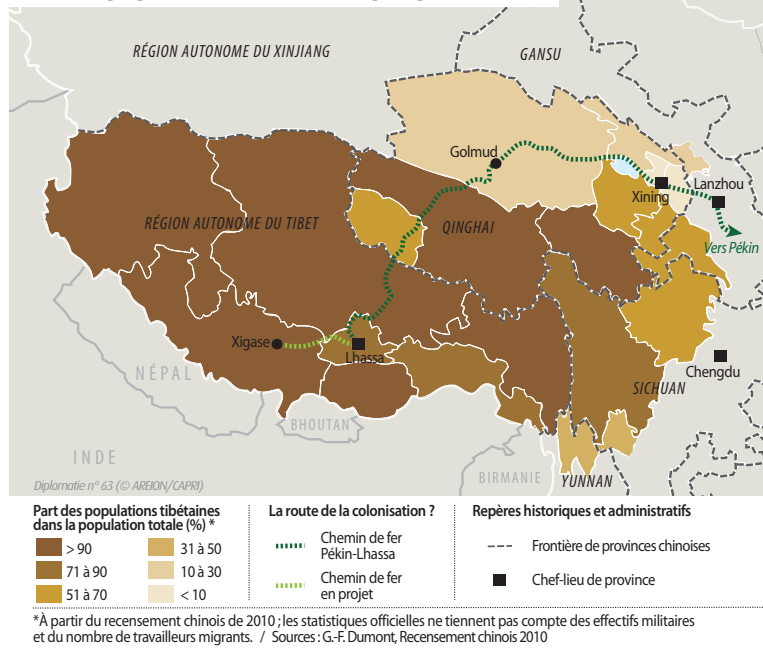
Ainsi, rien n'assure que l'un des scénarios affichés par les deux autorités puisse aboutir. Il faut donc réfléchir à d'autres scénarios, alternatifs, en s'inspirant des enseignements de la géopolitique des populations. Certains s'accompagnent d'inévitables violences. D'autres peuvent se concrétiser dans un cadre moins conflictuel.

Les scénarios s'accompagnant de violences

Un premier scénario alternatif est celui de la substitution démographique qui se produit lorsque la population d'un territoire se trouve presque totalement renouvelée au plan ethnique. Cela ne peut être le résultat que de fortes contraintes, voire de violences. L'exemple historique contemporain est Kaliningrad, qui, sous son nom pluriséculaire de Königsberg (« montagne du roi ») a, jusqu'en 1945, une population en majorité allemande, à laquelle s'ajoutent deux minorités, l'une lituanienne et l'autre masurienne, cette dernière parlant un dialecte polonais. À partir de janvier 1945, comme l'ensemble de la Prusse orientale, la province de Königsberg est conquise par l'armée soviétique et, après de violents bombardements, l'armée rouge prend la ville le 9 avril 1945. Des habitants ayant survécu à la guerre y sont tués. D'autres, qui n'ont pu quitter à temps ce territoire, sont déportés par les Soviétiques. Et Moscou décide de repeupler de Russes cette province, sous le nom soviétique de Kaliningrad. Pour le Tibet, un tel scénario de substitution démographique pourrait combiner de très fortes répressions engendrant une surmortalité et un effondrement de la fécondité tibétaine sous l'effet d'une désespérance ou de politiques coercitives de Pékin, le tout accompagné d'une installation massive de populations hans.

Le scénario d'une acculturation territoriale chinoise par effacement de la spécificité tibétaine est le deuxième scénario alternatif. Le système éducatif, les associations de jeunes, la rééducation des adultes, le financement d'activités culturelles a-tibétaines, des réglementations portant sur les droits à la liberté religieuse, de propriété ou successorales ou sur la fiscalité finiraient par faire « table rase du passé » tibétain, engendrant une sorte d'étouffement culturel. Ce deuxième scénario alternatif signifie d'abord l'arrivée non plus massive, mais régulière d'immigrants Hans dans les régions tibétaines. Certes, les grands flux chinois d'émigration rurale se dirigent plutôt de l'Ouest et du Sud-Ouest vers le littoral et les grandes villes de la moitié Sud-Est du pays, mais il suffit qu'un faible pourcentage de ces flux aille vers les régions tibétaines pour avoir des effets importants sur la répartition ethnique des populations.

Part des populations tibétaines par préfectures



Dans le cadre de ce scénario, la spécificité culturelle tibétaine n'est considérée que comme un obstacle temporaire pour ceux qui, en Chine, pensent que la mort de l'actuel dalaï-lama brisera l'unité des Tibétains. Il suffirait à Pékin de gérer la réincarnation du nouveau dalaï-lama afin d'assurer son futur contrôle sur le peuple tibétain. Pékin considère aussi que le temps joue pour lui car il permet de prolonger le processus migratoire qui augmente le nombre des Hans dans le Grand Tibet.

Le deuxième scénario provient de la plus haute autorité spirituelle tibétaine, le dalaï-lama. Il est moins précis que le premier, car il dépend en partie de résultats de négociations. Le dalaï-lama, qui l'appelle « la voie du milieu », l'a notamment précisé en 1988 devant le Parlement européen à Strasbourg, en présentant un plan de paix, évoqué un an auparavant devant le Congrès américain, comportant cinq points parmi lesquels :



Ce scénario signifie parallèlement le recours à des moyens indirects. Mais il ne peut se réaliser sans violences. Un tel scénario s'apparente à l'histoire de l'évolution géodémographique du Maghreb berbère lors de l'arrivée des Arabes.

Il convient de préciser que le scénario chinois de l'intégration ethnique et celui, alternatif, de l'acculturation territoriale peuvent donner lieu, postérieurement, à un scénario de retournement. Le gouvernement chinois croirait être parvenu à quasiment éradiquer les spécificités culturelles du Tibet comme l'Espagne franquiste pensait avoir annihilé les forces centrifuges catalanes en raison de la combinaison de différents moyens : langue catalane exclue du système d'éducation public et de toutes les autres institutions officielles et publiques, mise à l'écart des bibliothèques des livres en langue catalane, suppression de tout financement pour les publications en langue catalane, interdiction de fêtes catalanes, diminution de l'usage de la langue catalane, particulièrement dans les villes, du fait de l'arrivée de personnes originaires d'autres régions espagnoles où domine le castillan. Mais, une génération plus tard, la démocratisation de l'Espagne s'accompagne de la délivrance d'un statut spécifique de communauté autonome accordé à la Cata-

“ Dans le système politique chinois actuel, une véritable autonomie du Tibet, telle qu'elle pourrait ressortir de négociations avec les Tibétains, demeure considérée comme un risque dans la mesure où satisfaire une telle revendication pourrait déclencher des demandes multiples dans d'autres régions ou parmi d'autres ethnies. ”

logne, considérée comme une « nationalité historique ». C'est le retournement : les institutions renaissantes de la Catalogne entreprennent notamment une politique linguistique visant à enseigner et stimuler l'utilisation du catalan et une politique culturelle favorisant l'identité catalane. Pour le Tibet, un tel scénario de retournement ne serait possible qu'en cas de virage politique à Pékin, à l'instar de celui pris par Madrid à la mort de Franco.

À l'inverse des scénarios alternatifs de substitution démographique et d'acculturation, d'autres peuvent se déployer dans un contexte non violent, même s'ils s'inscrivent dans une logique de rapport de force.

Autonomie acceptée ou indépendance acquise ?

Le troisième scénario alternatif suppose une démocratisation de la Chine. En effet, dans le système politique chinois actuel, une véritable autonomie du Tibet, telle qu'elle pourrait ressortir



de négociations avec les Tibétains, demeure considérée comme un risque dans la mesure où satisfaire une telle revendication pourrait déclencher des demandes multiples dans d'autres régions ou parmi d'autres ethnies. En revanche, si l'initiative vient de Pékin dans le cadre d'une politique générale de décentralisation d'un pays qui souhaiterait appliquer, dans une certaine mesure, le principe de subsidiarité, le fait de donner des marges réelles d'autonomie au Tibet dans un cadre national est une voie possible. Reste à se demander si cela serait jugé suffisant par une population tibétaine qui considère qu'elle a été humiliée, ce qui conduit certains de ses membres, notamment dans la diaspora, à ne plus être disposés à faire les concessions qu'exigerait un tel scénario.

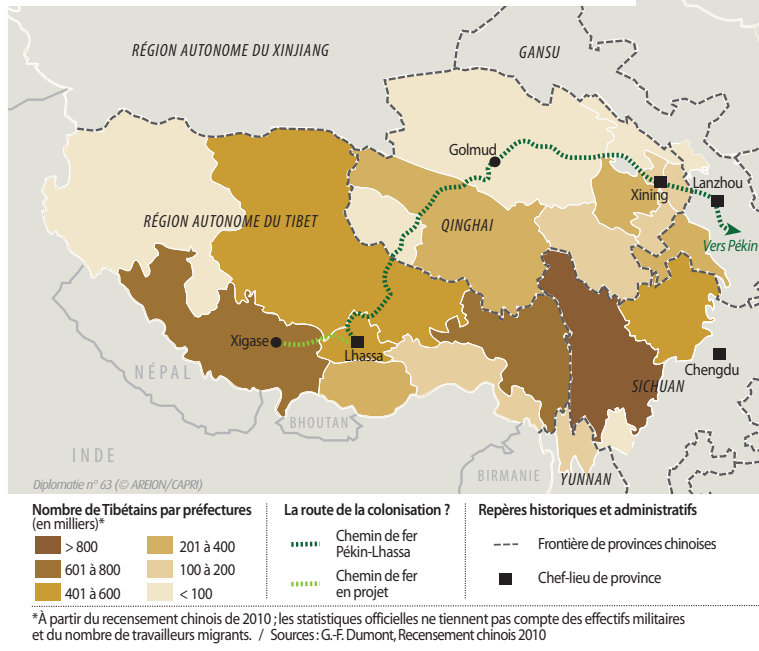
L'indépendance d'un territoire couvrant l'ensemble ou la plupart des zones, par exemple les préfectures où les Tibétains sont majoritaires, relève d'un quatrième et dernier scénario alternatif. Ceci supposerait un fort bouleversement géopolitique interne qui affaiblirait Pékin, comme Moscou s'est trouvée affaiblie à la fin des années quatre-vingt par l'échec de son modèle politique, économique et social. Ce type de scénario, qui peut être désigné comme le « scénario balte », profiterait de ce que nous avons appelé le processus de diasporisation. En effet, rappelons qu'au 1^{er} janvier 1989, quasiment personne dans le monde n'imaginait que les pays baltes pourraient recouvrer leur indépendance et ceci semblait encore plus impossible en Lettonie et en Estonie qu'en Lituanie. En effet, sous le double effet des répressions soviétiques contre les Baltes et de l'organisation par Moscou de migrations russes vers les pays baltes, au recensement soviétique de 1989, plus du tiers de la population de la Lettonie y est russe (contre 9 % en 1934) et les Lettons ne forment que 52 % de la population. En Estonie, pour les mêmes raisons, le recensement de 1989 donne 64 % d'Estoniens, 33 % de Russes et 3 % d'Ukrainiens. La russification est nettement moindre en Lituanie, où les quatre cinquièmes de la

Photo ci-dessus :

Arrivée à la gare de Lhassa, au Tibet, de travailleurs migrants. Les travailleurs migrants installés au Tibet ne sont pas comptabilisés car leur flux et la durée d'installation sont mal connus. Le développement économique de la province et l'immigration de travailleurs hans auraient pour but inavoué d'autoriser une immigration de peuplement susceptible de contenir, voire de réduire le poids démographique relatif des Tibétains. (© Xinhua/Liu Kun)



Répartition des populations tibétaines par préfectures



population sont lituaniens, le reste se partageant à parts égales entre des Russes et d'autres nationalités.

Mais, à la fin des années quatre-vingt, les difficultés du pouvoir à Moscou suscitent dans les pays baltes une espérance politique. Celle-ci est largement soutenue par leurs diasporas qui peuvent enfin accroître leurs liens avec leur pays d'origine, surtout après la chute du rideau de fer. Une double mobilisation s'effectue. La première, celle des habitants ethniquement baltes des pays baltes, est particulièrement symbolisée par « la Voie balte », nom donné à une chaîne humaine longue de 560 km, réunissant de 1,5 à 2 millions (sur environ 7 millions) d'Estoniens, de Lettons et de Lituaniens, et allant de Vilnius à Tallinn en passant par Riga. Cette chaîne humaine, organisée le 23 août 1989, date correspondant aux cinquante ans du pacte germano-soviétique qui avait entraîné l'annexion des pays baltes par Moscou, demande l'indépendance en bravant l'attitude pourtant dure de Moscou.

Parallèlement, les diasporas baltes se mobilisent. Dans les décennies précédentes, seule une minorité de ces diasporas baltes avait entretenu l'espoir, jugé totalement utopique, de l'indépendance des pays baltes alors que les autres membres des diasporas – ce que j'appelle des membres « silencieux » – demeuraient fatalistes dans un monde où tant de responsables considéraient le régime soviétique comme parti pour durer plusieurs siècles. Lorsqu'une fenêtre d'espérance s'est ouverte avec le crépuscule de l'URSS, les membres des diasporas baltes, y compris les membres auparavant « silencieux », se sont mobilisés pour encourager et relayer les revendications d'indépendance.

Or, nous constatons une analogie entre l'histoire des Tibétains et celle des Baltes. En RAT, les Tibétains forment une très forte majorité, sans doute supérieure à celle des Lituaniens en

Lituanie en 1989. Dans les autres régions chinoises, les Tibétains sont parfois majoritaires comme l'étaient les Lettons en Lettonie et les Estoniens en Estonie en 1989. Et les Tibétains de l'intérieur ne sont pas seuls. Comme les Baltes avaient leur diaspora, notamment présente dans les pays anglo-saxons, les Tibétains ont une diaspora désormais géographiquement diversifiée. Certes, la plus nombreuse se trouve en Inde où ses marges de manœuvre demeurent contenues parce que les Tibétains ne peuvent y disposer de passeport indien, même si le gouvernement tibétain en exil est installé à Dharamsala. Mais la diaspora tibétaine est désormais présente aux États-Unis et au Canada, pays qui lui offrent tout particulièrement des possibilités d'actions.

“ Aujourd’hui, nombre de pays souhaitent ne pas déplaire à Pékin, compte tenu de l’importance de la Chine dans le monde. Mais si, par exemple, suite à des dissensions internes, un fort affaiblissement du régime de Pékin survenait, le rapport de force pourrait évoluer. ”

Aujourd'hui, nombre de pays souhaitent ne pas déplaire à Pékin, compte tenu de l'importance de la Chine dans le monde. Mais si, par exemple, suite à des dissensions internes, un fort affaiblissement du régime de Pékin survenait, le rapport de force pourrait évoluer. Les Tibétains de l'intérieur retrouveraient des marges de manœuvres politiques face à un gouvernement central affaibli. Les diasporas tibétaines seraient davantage écoutées dans les pays où elles résident et pourraient mieux communiquer avec les Tibétains de l'intérieur. Selon ce scénario, Pékin n'aurait plus les moyens géopolitiques de s'opposer à l'indépendance tibétaine, tout comme Moscou a perdu en 1990 les moyens de s'opposer à l'indépendance des pays baltes. Une mobilisation nulle ou faible de la diaspora chinoise écarterait d'éventuels freins à l'application du scénario balte pour le Tibet, scénario que les autres puissances planétaires ne décourageraient pas, car y voyant un moyen d'affaiblir la Chine.

Le futur annoncé pour le Tibet se compose de deux scénarios différents exprimés l'un par Pékin, l'autre par le dalaï-lama. Mais l'avenir n'est pas écrit. D'autres scénarios alternatifs très différenciés sont possibles : substitution démographique, acculturation territoriale, avec un scénario postérieur possible de retournement, scénario de décentralisation ou scénario « balte ». Dans chacun de ces scénarios existe toujours une combinaison entre le géopolitique et le démographique. Cela permet de confirmer que toute analyse géopolitique doit prendre en compte les enseignements de la démographie politique.

Gérard-François Dumont